

LES SENTIERS DE LA GUERRE ECONOMIQUE. Par NICOLAS MOINET

(2) Soft Power(s). Extraits

dimanche 15 novembre 2020, par [MOINET](#)

A travers un récit personnel initiatique sur les sujets qui relèvent de l'intelligence économique, Nicolas Moinet (1) nous conduit avec une nouvelle dimension sur les sentiers de l'influence (souvent invisibles). L'influence est aujourd'hui, l'une des manifestations clefs de la puissance dans le cadre de la guerre économique. Le propos engagé de l'auteur est double.

- « Le doux marché pacificateur » n'existe pas. La croyance dans un « level playing field » et plus généralement l'économisme de nos élites, ont appauvri notre vision nationale « en oubliant les rapports de force » dans le domaine économique. La France et l'Europe sont prises en étau entre deux hégémonies (E.U et Chine), elles doivent (re) construire une influence avec les outils appropriés. L'économie, n'est pas un champ autonome, elle est toujours encadrée, même s'il y a aujourd'hui un dévoilement brutal, avec les disruptions dans les relations internationales que l'on connaît. La prise de pouvoir passe souvent par la création dans un premier temps, d'un désordre appelant la construction d'un nouvel ordre, dans lequel les systèmes d'information et les logiques masquées sont majeures aujourd'hui.

- Mais le plus important dans l'ouvrage (2), est l'analyse faite de ce constat avec un pointillisme bienvenu, de plusieurs situations précises dévoilées au cours d'une avancée qui gagne en profondeur au fil de la lecture, permettant ainsi de dépasser la vision habituelle (souvent éculée sur la mondialisation voire la démondialisation). Que l'on ne s'y trompe pas : ce sont des réseaux, de la production de normes, de l'impérialisme des élites et des arrières cours du pouvoir dont il s'agit, avec des cas vécus, des affaires bien connues ou inédites.

Le temps des atermoiements est terminé pour la France et l'Europe. Si Nicolas Moinet nous ramène aux échecs culturels français de l'intelligence économique, la réflexion s'engage de façon positive sur nos atouts et l'articulation nécessaire de notre autonomie stratégique avec l'U.E.

Il faut lire l'ouvrage pour ses nombreux exemples du réel. L'agilité de l'intelligence collective peut permettre de l'emporter sans être forcément le plus puissant. C'est alors la possibilité de retrouver le sens du Bien Commun pour construire une nation plus inclusive, en somme choisir son destin.

(1) Nicolas Moinet est spécialiste de l'intelligence économique. Il est professeur des Universités à l'I.A.E de Poitiers et l'un des fondateurs de l'Ecole de Pensée sur la Guerre Economique.

(2) « Soft powers » (2020) est le deuxième ouvrage consacré aux « Sentiers de la guerre économique », précédé de « l'école des nouveaux espions » (2018) et sera suivi par « Pour une souveraineté retrouvée ». L'ouvrage est déjà disponible chez VA éditions <https://www.va-editions.fr/les-sentiers-de-la-guerre-economique-soft-powers-c2x32666131>. Il sortira en librairie le 21 janvier.

SUR LES SENTIERS DE LA GUERRE ECONOMIQUE (2). PAR NICOLAS MOINET

Soft power(s). Extraits

BAS LES MASQUES ! (p. 32/35)

À ce stade, il est devenu essentiel de nous arrêter sur la notion de soft power qui constitue le fil rouge de ce deuxième volet de ce récit initiatique. « La guerre économique systémique est un mode de domination qui évite de recourir à l'usage de la puissance militaire pour imposer une suprématie durable [1] ». Tel est le principe directeur d'une notion qui lève le voile sur des rapports de force géoéconomiques cachés dans la lumière, pour reprendre l'expression d'un des fameux trente-six stratagèmes chers à la culture chinoise de la stratégie [2]. Cette lumière aveuglante, c'est bien entendu l'idéologie néo-libérale qui pare les intérêts de puissance des États des habits du doux commerce et de la main invisible du marché. Or, l'histoire de la guerre économique [3] nous rappelle qu'il n'en a jamais été ainsi, n'en déplaise au théoricien de la richesse des nations qui avait déjà omis dans son ouvrage majeur la question du commerce triangulaire, c'est-à-dire de la violence (pillage et esclavagisme) comme facteur explicatif de l'enrichissement des uns au détriment des autres [4]. Trois révolutions industrielles et deux guerres mondiales plus tard (assorties des nombreux conflits associés), cette violence est loin d'avoir disparu, mais les puissances dominantes et leurs peuples ne peuvent plus l'accepter ouvertement. C'est pourquoi le passage d'une domination par la force (*hard power*) à une domination par la ruse (**soft power**) est une lame de fond de nos sociétés dites post-modernes.

« Cette opposition entre force et ruse structure dès l'origine l'histoire de la stratégie dans le monde occidental » explique l'historien Jean-Vincent Holeindre dans une somme consacrée au sujet. Et de conclure : « Nous éprouvons aujourd'hui de la difficulté à nommer "guerres" ces conflits de ruse et, quand nous le faisons, nous les prenons pour ce qu'ils ne sont pas : des guerres "classiques" que la force brute, celle des bombes par exemple, serait en mesure de régler. (...) À vrai dire, nous ne sommes pas encore sortis - particulièrement en France où l'imaginaire aristocratique et chevaleresque demeure puissant - de cette arrogance de la force et de ce mépris de la ruse (...) ce faisant, nous ne voulons pas véritablement nous résoudre à penser et à faire la guerre autrement. [5]

»

Cette analyse qui concerne le domaine militaire s'applique parfaitement à la guerre économique et explique pourquoi les élites françaises refusent, dans leur grande majorité, de concevoir l'économie en termes de rapports de force et d'intérêts de puissance [6]. Dès lors, ces « élites » iront puiser dans les théories qui les arrangent les facteurs explicatifs d'une impuissance déguisée en pacifisme ou en fausse naïveté, se défaussant allègrement, au passage, sur les instances supranationales comme si celles-ci n'étaient pas la résultante de jeux d'influence nationaux. Cette analyse explique également pourquoi la figure de l'espion (celui qui épie) fut ignorée ou rejetée dans les pays où la ruse n'était pas stratégiquement correcte et pourquoi elle fut encensée, ou du moins reconnue, dans ceux qui avaient fait le choix inverse, Grande-Bretagne, Japon et Allemagne en tête [7].

La guerre économique systémique, sans ignorer totalement la force et la coercition [8], est, par essence, fondée sur la ruse qui donne la prime à l'attaquant et à l'action invisible en privilégiant les multiples formes d'encercllement cognitif que lui offre la société de l'information. Ainsi, pour Christian Harbulot, « Les stratégies d'encercllement cognitif par la production de normes, de droit, ainsi que par l'orchestration de parties prenantes de la société civile, sont d'autant plus efficaces, qu'elles masquent l'esprit de conquête par des éléments de langage moralisateur. C'est cet art de la duplicité qui fait que la nouvelle guerre économique est encore plus opaque que la précédente. [9] ». Et de citer les exemples d'une Chine protectionniste défendant le libre-échange à Davos ou de ces entreprises de la Silicon Valley qui, se pensant investies d'une mission quasi messianique, construisent pourtant chaque jour davantage une société dystopique qui donnerait des cauchemars aux regrettés George Orwell et Aldous Huxley s'ils étaient encore parmi nous. Mais si de tels discours trouvent écho et se maintiennent dans le paysage intellectuel et médiatique jusqu'à devenir l'horizon de la pensée, ce n'est pas seulement en raison de la pertinence de leurs arguments, mais bien, comme nous l'enseigne l'histoire des idées, parce qu'ils trouvent un terreau favorable cultivé par une stratégie de long terme : le soft power. Ce pouvoir « feutré » qui enveloppe de toute part apparaît donc comme la clé de voûte de la guerre économique systémique. Il est au cœur du *leadership* technologique américain et, dans une moindre mesure, chinois. Au XXI^e siècle, l'ignorer ou en réduire la portée revient à faire une croix sur sa souveraineté et donc sur sa liberté stratégique.

... Bas les masques ... (suite p. 38/40)

En fait, la position est toute autre dès lors que l'on adopte une grille de lecture où l'économique est consubstantielle à l'idée de puissance. S'établit alors un renversement du problème qui nous permet de joindre et non d'opposer les deux dimensions *hard* et *soft*. Tout d'abord, cette dépendance financière qui prévoit d'aboutir en cas de non-remboursement à l'appropriation des infrastructures par la Chine n'est qu'une des pierres d'une stratégie de jeu de go visant à faire de **l'Empire du Milieu** la première puissance mondiale à l'horizon 2049. Ainsi, le projet pharaonique appelé communément « nouvelles routes de la soie » et financé exclusivement par la Chine à hauteur de 1,3 trillion de dollars, n'a pas d'autre ambition que la maîtrise d'un réseau tentaculaire de routes, voies ferrées, ports, pipelines... sans oublier les réseaux de fibre optique et la fameuse 5G. Hard ou soft ? Le modèle chinois de financement, l'intelligence des choix d'implantation, a ainsi séduit plusieurs alliés traditionnels des États-Unis, mais aussi des membres de l'Union européenne comme la Grèce ou l'Italie. Deux pays malmenés par les grandes puissances européennes que sont l'Allemagne et la France. Deux pays qui viennent renforcer une influence chinoise en Europe qui s'appuie en particulier depuis 2012 sur le groupe dit « 16 + 1 » [10]. Un pouvoir « feutré » qui pourrait être, pour la Chine, un moyen de faire pression sur les instances de l'Union européenne et de disposer indirectement d'une majorité qualifiée, ces petits pays lui étant redevables de nombreux financements d'infrastructures (qui peut même devenir propriété chinoise en cas d'impossibilité de rembourser). Ainsi, quelle peut être la position de l'Union européenne concernant l'interdiction des véhicules thermiques à horizon 2030-2040 dès lors que la Chine dispose d'un tel soutien auprès d'une majorité de pays membres ? Car comme l'a bien expliqué Carlos Tavares, président de PSA, lors d'une audition devant l'Assemblée nationale, cette décision risque de précipiter l'industrie automobile européenne dans une dépendance forte vis-à-vis des fabricants de batteries essentiellement asiatiques, la Chine disposant par ailleurs d'un accès plus que privilégié aux minerais stratégiques permettant de les fabriquer [11]. Naïveté ? Cécité ? La réponse est ailleurs...

Ne pouvant lutter à armes égales avec l'influence culturelle américaine ni même japonaise, la Chine a mis en œuvre un pouvoir « feutré » utilisant la première de ses armes, l'argent, via le financement d'infrastructures ou la prise de participations et de contrôle de sites [12] ou d'entreprises stratégiques, profitant avec intelligence de l'absence de politique de sécurité économique au niveau européen. Ainsi faudra-t-il même l'intervention des États-Unis pour empêcher l'OPA du groupe public *China Three Gorges sur Energias de Portugal (EDP)*, première entreprise du pays, en raison des conséquences que cela aurait pu avoir sur sa branche énergie renouvelable présente sur le territoire américain [13] ! En d'autres termes, le soft power américain sera venu contrer le soft power chinois sur un pays de l'Union Européenne, reléguant cette dernière à n'être plus qu'un champ de manœuvre parmi d'autres de la guerre économique Chine vs États-Unis...

SMALL WORLD ! (p. 50/51)

Autrement dit, le néolibéralisme n'est pas qu'un ensemble de règles rationnelles visant l'efficacité du système économique capitaliste, mais bien une religion avec son église, ses adeptes, ses prêtres et surtout son idéologie.

Mais revenons à notre point de bascule et au *New Public Management*. À l'instar des virus, les épidémies sociales, explique Malcom Gladwell, sont déclenchées par les actions d'une poignée de gens qui « se distinguent nettement de la masse par leur sociabilité, leur énergie, leurs connaissances ou leur influence ». Et de donner une typologie de ces déclencheurs, à savoir : les connecteurs, les mavens et les vendeurs. Les connecteurs sont des pros du réseau, à l'instar d'Alain Minc, chantre de la mondialisation heureuse et « visiteur du soir » des Présidents ; les mavens, qui peuvent aussi être des connecteurs, acquièrent toujours de nouvelles connaissances, tels Henri Lepage présenté précédemment ; enfin, les vendeurs sont les commerciaux du prêt-à-penser et Agnès Verdier-Molinié en est un exemple parmi d'autres. On comprend mieux, alors, que les critères pour sélectionner les meilleurs vendeurs n'aient que peu à voir avec leur bagage académique ou une expertise éprouvée, mais relève plutôt de l'art oratoire et de l'entregent médiatique. Bien entendu, certains semblent osciller entre les trois. Parmi eux, citons un des rares économistes universitaires français s'étant revendiqué clairement d'ultralibéral : Pascal Salin.

Dénonçant un système français de type soviétique, c'est selon lui l'élite qui constitue le principal verrou à faire sauter et la révolution néolibérale passera donc par sa conversion. Il présidera quelques années la fameuse société du mont Pèlerin. Côté journalistes influents, on trouve Nicolas Beytout, alors directeur de la rédaction des *Échos*, qui fondera plus tard le quotidien libéral *L'Opinion*. Sans oublier Jean-Marc Sylvestre, rédacteur en chef du service Économie de TF1 et grand pourfendeur de l'État-providence. Sans conteste mon préféré, en particulier le jour où, suite à une infection nosocomiale qui aurait pu avoir raison de lui, il remercia publiquement l'hôpital public qu'il n'avait cessé de mitrailler des années durant. Il anime désormais une émission sur RT France, la radio internationale du Kremlin qui constitue aujourd'hui l'une des clés de son soft power. Amusant, non ?

« OPEN SOCIETY », REALLY ? (p. 56/59)

De fait, les actions très décriées - désormais en Afrique - du milliardaire américain George Soros ne datent pas d'hier et c'est bien là toute sa force : travailler dans la durée et se cacher dans la lumière en s'appuyant sur la théorie du complot pour couper court à toute analyse en profondeur. Pourtant les actions d'influence récentes des *Open Society Foundations*, comme le soutien financier de groupes militant pour l'indépendance de la Catalogne [14] ou le financement, dans nos banlieues françaises, d'associations communautaristes [15], ne doivent rien au hasard et suivent parfaitement les voies tracées par la politique étrangère américaine. Revenons quelques décennies en arrière, lorsqu'après la chute du mur de Berlin, le réseau du spéculateur-philanthrope américain finance déjà de nombreux programmes liés à la formation des élites dans les ex-pays de l'Est comme l'Université d'Europe Centrale à Prague et à Budapest. En Russie, de nombreux chercheurs ne travaillent plus à cette époque que grâce aux subventions de l'*International Science Foundation* qui financera même l'arrivée de l'Internet. Finalement, il s'agit là d'actions philanthropiques fort louables.

Mais la stratégie réseau à l'œuvre est étonnante. Soros s'intéresse à la formation des journalistes dans ces pays et négocie le rachat au milieu des années 90 de *Radio Free Europe*, média de propagande contrôlé par la CIA. Longtemps basé à Munich, le siège est transféré à Prague et les archives sont cédées à l'*Open Media Research Institute*. À sa tête, on trouve alors le diplomate de choc John Maresca qui partira quelques années plus tard travailler pour la compagnie pétrolière Unocal sur un projet de Pipeline passant par l'Afghanistan. Mais le plus intrigant, c'est que les actions des fondations Soros sont en phase avec les intérêts stratégiques des États-Unis (influence culturelle, prévention de la prolifération nucléaire à travers le « brain drain » de scientifiques russes vers des pays terroristes, etc.) et interviennent là où la diplomatie américaine ne peut être officiellement... Tant et si bien que Mark Palmer, Ambassadeur des États-Unis à Budapest, confiera : « Si j'avais à choisir entre fermer la Fondation Soros ou mon ambassade, je choisirai l'ambassade » [16].

Pour la petite histoire, cela faisait de longs mois que je travaillais sur Soros quand je reçus une invitation pour une conférence sur la politique étrangère américaine par un des meilleurs spécialistes français, chercheur au CNRS. Ce fut comme une révélation, car non seulement l'influence des fondations Soros était en phase avec la politique étrangère américaine en Europe de l'est mais elle l'était également en Europe de l'Ouest, où l'objectif clairement affiché est de contenir l'émergence d'une véritable puissance européenne en la maintenant à l'état de marché ouvert et donc de vassal des États-Unis. Et force est de constater que c'est plutôt réussi, non ? À l'époque, Soros spéculera ainsi avec succès contre la livre sterling (« *The man who broke the pound* » apparaît même dans un reportage en train de donner des leçons de finance depuis... sa piscine). Enfin, une interview donnée à cette époque en dit long sur l'intelligence d'un système dont il serait bon de s'inspirer. « C'est assez ironique, s'exclame George Soros : je me trouve en quelque sorte récompensé de mes actions philanthropiques par les résultats de mes affaires. [17] » Le parallélisme du système Soros avec la politique étrangère des États-Unis plaide donc en faveur d'une connivence public-privé au plus haut niveau de décision. Et à un journaliste qui lui demande s'il est parfois amené à se comporter en homme d'État, George Soros répond : « Un homme d'État sans État ! ». Et à la question : « Qui rêve d'une carrière politique ? », il conclut simplement : « Mais je l'ai faite ! » [18]

Vingt-cinq ans plus tard - preuve de la stratégie long terme mise en œuvre -, je retrouve une analyse des actions des Fondations Soros là où je ne l'attendais pas, dans le premier chapitre d'un ouvrage consacré au *Cyber, la guerre permanente* [19]. Présentant la vision russe de cette nouvelle guerre, les deux auteurs reviennent sur la « révolution des roses » géorgienne de 2003 qui va être perçue par Moscou comme la première d'une longue série de tentatives d'influence et d'ingérence américaines (Ukraine, Kirghizstan, « printemps arabes », « Panama Papers ») faisant dire à Vladimir Poutine le 19 octobre 2017 : « La plus grande erreur de la Russie dans ses relations avec l'Occident est de vous avoir accordé trop de confiance. Votre erreur est d'avoir pris cette confiance pour une faiblesse et d'en avoir abusé ». Or dans ces différents événements, les fondations Soros - dont le budget global avoisine le milliard de dollars, mais ne détaille pas ses dons - sont en appui de la politique américaine et parfois même en lien avec l'oligarchie qui constitue l'ossature du régime post-URSS. Est-ce une des raisons pour lesquelles la Russie de Poutine décide d'influencer l'élection américaine de 2017 en soutenant Donald Trump ? Mais au-delà de cette opération, la déclaration de Vladimir Poutine ne fait qu'officialiser le retour de la Russie dans une guerre froide 2.0 après une pause forcée suite à l'effondrement de son Empire.

... Open society", really ? ... (suite p. 60/61)

Joseph Nye qualifie ainsi de négatif le *soft power* russe en le définissant comme un processus visant à attaquer les valeurs des autres puissances afin de réduire leur attractivité et donc leur propre *soft power* [20]. Ancienne grande puissance qui rêve de retrouver sa place sur la scène internationale, la Russie se révèle très active sur les réseaux sociaux avec ses médias *Sputnik* ou *Russia Today* (RT pour les intimes) [21]. À ce propos, regardez bien les posts publiés par ces deux organismes sur les réseaux sociaux en français... vous serez étonné ! Sans oublier ses services de renseignement bien dotés et particulièrement actifs dans le cyberspace, mais également dans un *soft power* plus classique (« *miagkaia sila* ») comme celui des échanges culturels [22] et universitaires [23], mettant ainsi au goût du jour une longue tradition subversive des futures élites étrangères héritée de l'Union soviétique [24]. D'après certains experts de la sécurité intérieure, Sciences Po serait ainsi devenue un haut lieu d'influence russe.

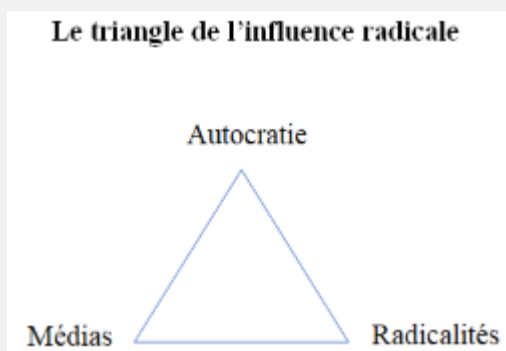
Faut-il pour autant parler de soft power négatif comme le fait Joseph Nye dans une vision « américano-centrée » qui n'a pourtant pas porté chance aux États-Unis dans leur histoire récente ? Préférons la grille de lecture sur l'influence proposée par l'universitaire Philippe Baumard, auteur d'une remarquable analyse sur le *vide stratégique* [25]. Selon lui, deux types d'influence sont observables. La première qui s'applique au niveau de l'individu peut être qualifiée de « tunnel cognitif » : « On s'assure que la fenêtre par laquelle il voit le monde est soigneusement bordée et jalonnée, sur un mode favorable à ceux qui construisent ces petites fenêtres. L'économie numérique s'est bâtie sur ce constat (...) La deuxième forme d'influence, qui est très active, est celle qui empêche le questionnement sur le sens à long terme des actions stratégiques engagées. Ce sont des stratégies d'influence globale qui visent paradoxalement à un déni de l'enjeu stratégique... » [26].

LA GUERRE POUR, PAR ET CONTRE L'INFORMATION (p. 91/94)

À INTELCO, nous avons rapidement parlé de *guerre par, pour et contre l'information*. Une guerre par l'information, car informer c'est influencer (à des degrés divers certes). L'étymologie est d'ailleurs là pour le rappeler puisqu'en latin, *informare* signifie « donner forme à » ou « se former une idée de ». Derrière l'informatif il y a donc aussi le performatif. Une *guerre pour l'information*, dans le sens où l'enjeu est de savoir avant l'autre et d'obtenir des informations qu'il n'aura pas. Quel beau mot d'ailleurs que celui de renseignement, étymologiquement « instruire de nouveau » (ré-enseigner). Une *guerre contre l'information*, enfin, car ne pas permettre l'accès à l'information est le meilleur moyen de contrôler l'action de l'autre et surtout de favoriser son inaction. Une science s'intéresse même à l'une des dimensions de cette guerre contre l'information portée à son paroxysme : l'Agnotologie ou comment la société produit, entretient et propose l'ignorance. Passionnant et nous y reviendrons [27].

Suivant cette typologie, et dans la large panoplie de manœuvres à disposition, on constate que si certaines relèvent de la guerre secrète (avec parfois même l'appui de services spécialisés), la tendance est à l'usage de méthodes légales d'intelligence économique où la transparence va jouer un rôle clé [28]. Ce n'est donc pas nécessairement le plus puissant qui l'emporte, mais bien le plus intelligent, l'intelligence devant alors être comprise comme la capacité à décrypter le dessous des cartes pour mieux surprendre l'adversaire puis garder l'initiative afin d'épuiser l'autre camp. De ce point de vue, la récente victoire des opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est un modèle du genre dans la continuité de la bataille du Larzac quarante ans plus tôt. Car au-delà des caricatures, cette victoire démontre combien l'agilité déployée par les zadistes a pu paralyser une pseudo-coalition arc-boutée sur l'usage de la force et du droit quand l'autre camp utilisait la ruse et les médias.

Car la trame de fond de la guerre économique est celle de sociétés post-modernes où l'usage de la force est de moins en moins accepté avec un système composé de trois pôles : un pôle autocratique, un pôle médiatique et un pôle de radicalités.



Le pôle autocratique appelle un pouvoir politique fort où les décisions sont concentrées dans les mains d'une poignée de décideurs qui fait corps (d'où le préfixe « auto »). On pense tout de suite à certains régimes autoritaires, mais cette autocratie peut également prendre les aspects d'une démocratie dès lors que c'est la technocratie qui gouverne et possède les principaux leviers du pouvoir (« la caste » [29]). Nous retrouvons bien là l'idée de la philosophe Jacqueline Russ selon laquelle « le pouvoir contemporain dessine ses multiples figures sur fond de société ouverte ». D'où la nécessité de « contrôler » les médias classiques qui appartiennent le plus souvent aux États ou à des puissances économiques quand ils ne survivent pas grâce aux subventions publiques. Une histoire qui n'est pas nouvelle certes. Mais ce qui est nouveau, c'est la nécessité à la fois de créer du désordre et de le gérer « par des systèmes de communication, par des normes, par des stratégies ouvertes, par des dominations masquées et déguisées. » Le secret va donc devoir se cacher derrière la voile de la transparence. Et ce, dans un écosystème médiatique qui se complexifie, notamment avec l'arrivée des réseaux sociaux numériques, et qui se trouve être également le terrain de jeu du troisième pôle, celui des radicalités. Celles-ci peuvent être organisées (zadistes, black block, féministes, vegans, ... [30]) sous un mode le plus souvent éphémère et agile ou être le fait d'individus qui se rebellent et se révoltent tels les lanceurs d'alerte.

Et une nouvelle piraterie apparaît, à la fois transparente dans nombre de ses actions, et cachée pour ce qui est du cœur de son organisation (*Dark Web* notamment). Observons simplement l'action d'une association comme L.214. N'est-elle pas tout bonnement remarquable en termes d'influence et d'usage de la transparence dans la guerre économique ? De petits commandos de bénévoles déstabilisent toute une filière économique qui s'avère incapable de transcender sa position de victime et de comprendre un mouvement de fond qui pourrait bien finir par l'emporter. D'autant que ce qui relève au départ de l'illégalité – s'infiltrer dans des abattoirs pour filmer la maltraitance des animaux – finit par devenir légal dès lors qu'un personnel de ces établissements devient lanceur d'alerte. On le voit bien : la transparence est d'autant plus un danger dans la guerre économique que l'on s'avère incapable d'en faire une opportunité...

Notes

- [1] Christian Harbulot, « La guerre économique systémique », Les cahiers de la guerre économique n° 1, EGE, 2020, p. 29
- [2] Cacher dans la lumière consiste à rendre visible de manière routinière un mouvement stratégique qui finira par ne plus attirer l'attention tant il fait partie du paysage là où le silence du secret aurait pu créer la suspicion. Lire à ce sujet Pierre Fayard, Comprendre et appliquer Sun Tzu en 36 stratagèmes, Dunod, 2017.
- [3] Ali Laïdi, Histoire mondiale de la guerre économique, Perrin, 2016.
- [4] Voir à ce sujet la série documentaire d'Arte sur le capitalisme et notamment la première partie consacrée à Adam Smith : <https://www.dailymotion.com/playlist/x4bto8#video=x3rdroo>
- [5] Jean-Vincent Holeindre, La ruse et la force (une autre histoire de la stratégie), Perrin, 2017, pp. 388-389.
- [6] Voir l'article d'Éric Delbecq « La volonté vaincue par les forces profondes ou le décrochage des élites françaises dans la guerre économique » in Cahiers de la guerre économique n° 2, Éditions EGE, mai 2020.
- [7] Laurent Nodinot, Marc Elhias, Il nous faut des espions, Robert Laffont, 1988.
- [8] Rappelons que l'extraterritorialité du droit américain est un encerclement cognitif sur fond de lutte anticorruption qui finit par recourir à la coercition judiciaire, l'emprisonnement, et une certaine forme de brutalité, dès lors que la liberté se marchande auprès d'un procureur. Lire à ce sujet le témoignage édifiant de Frédéric Pierucci, Le piège américain, JC Lattès, 2019.
- [9] Christian Harbulot, Manuel d'intelligence économique, Presses Universitaires de France, 3e édition, p 420.
- [10] Les 16 pays du groupe dirigé par la Chine (le +1) sont l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie et la Macédoine.
- [11] Alain-Gabriel Verdevoye, « Voiture électrique : alerte en Europe sur la mainmise de la Chine », Challenges, 16/04/19.
- [12] Ce fût le cas de l'aéroport de Toulouse revenu récemment dans le giron français après des années de bataille.
- [13] Anne Drif, « Les États-Unis lancent un fonds "patriotique" pour contrer la Chine », Les Échos, 21/05/19.
- [14] Quico Sallés, « George Soros financio a la agencia de la paradiplomacia catalana », La Vanguardia, 16 de agosto de 2016.
- [15] Voir à ce sujet la remarquable enquête du journaliste d'investigation Erwan Sez nec sur « Les États-Unis au cœur de nos banlieues, l'heure des comptes », Marianne, 4 au 10 janvier 2019, pp 9-17.
- [16] Pour une vision complète, voir le chapitre « Les fondations Soros au secours des scientifiques russes ? » dans l'ouvrage que j'ai écrit en 2003 sur Les batailles secrètes de la science et de la technologie (Gemplus et autres énigmes), pp. 114-128. Ce livre est téléchargeable gratuitement sur www.nicolas-moinet.com
- [17] Sophie Shihab, « Les recherches se poursuivent pour retrouver la trace d'un Américain disparu en Tchétchénie », Le Monde, 20/05/95
- [18] Entretien avec Sylvaine Pasquier, « George Soros : je spéculer pour l'Europe », Le Nouvel Observateur, 04/11/93, p. 100.
- [19] Jean-Louis Gergorin, Léo Isaac-Dognin, Cyber : la guerre permanente, Editions du Cerf, 2018.
- [20] Joseph S. Nye, « Information warfare versus soft power », The strategist, 12 May 2017.
Voir à ce sujet l'article de Didier Giorgini, « Russie : un soft power négatif ? » in Conflits n° 25 : Le Monde à l'heure de Poutine, pp. 46-47
- [21] Alexandre Piquard et Raphaëlle Bacqué, « Russia Today France : l'arme du "soft power" russe », Le Monde, 06/12/17.
- [22] Benoît Vitkine et Nicole Vulser, « Offensive russe dans le soft power littéraire », Le Monde, 16/03/18.

[23] Agathe Charnet, « Au Mgimo, centre nerveux du “soft power” russe », Le Monde, 26/01/17.

[24] Andreï Kozovoï, Les services secrets russes. Des tsars à Poutine., Éditions Tallandier, 2020 (2e édition).

[25] Philippe Baumard, Le vide stratégique, CNRS Éditions, 2012

[26] Entretien avec Bruno Racouchot, « La pensée et l’influence confrontées au défi du vide stratégique : le décryptage de Philippe Baumard », Communication & Influence, n° 35, Comes Communication, Juillet 2012.

[27] Voir à ce sujet notre chapitre « Une petite pilule rose ».

[28] A. Guilhon, N. Moinet (dir.), Intelligence économique : s’informer, se protéger, influencer, Pearson, 2016.

[29] Voir à ce sujet, le brûlot du journaliste Laurent Mauduit, La caste : enquête sur cette haute fonction publique qui a pris le pouvoir, La Découverte, 2018.

[30] À lire pour une analyse en profondeur : Éric Delbecque, Les ingouvernables, Grasset, 2019.